

# CHARTRE DE LA BASE ADRESSE LOCALE

La présence de cette Charte de la Base Adresse Locale sur le site Internet d'un organisme signifie qu'il privilégie le format Base Adresse Locale pour la transmission des adresses communales à la Base Adresse Nationale. Cet organisme est donc référencé sur [adresse.data.gouv.fr](https://adresse.data.gouv.fr).

Cette charte vise à fédérer le plus grand nombre d'acteurs qui ont en commun le souhait d'utiliser et de promouvoir les Bases Adresses Locales à travers plusieurs actions dédiées.

- Le Conseil Départemental de l'Orne avec l'Agence départementale d'ingénierie du Conseil départemental promeut une gouvernance qui assure à la commune d'être la seule autorité compétente sur l'adresse à travers sa Base Adresse Locale - même si elle peut en déléguer la réalisation technique. En outre, une commune peut à tout moment reprendre une gestion autonome de ses adresses ;
- Le Conseil Départemental de l'Orne avec l'Agence départementale d'ingénierie du Conseil départemental, soutient, valorise (selon le cas) des formations permettant à la commune d'administrer sa Base Adresse Locale sur [mes-adresses.data.gouv.fr](https://mes-adresses.data.gouv.fr) lorsque la commune ne dispose pas d'outils (les siens ou ceux du délégataire) ;
- Le Conseil Départemental de l'Orne avec l'Agence départementale d'ingénierie du Conseil départemental veille à la participation active de la commune pour certifier ses adresses ;
- Le Conseil Départemental de l'Orne avec l'Agence départementale d'ingénierie du Conseil départemental informe la commune de l'importance de mettre à jour régulièrement ses adresses et de créer une routine ;
- Le Conseil Départemental de l'Orne avec l'Agence départementale d'ingénierie du Conseil départemental encourage et facilite la transmission rapide de la Base Adresse Locale à la Base Adresse Nationale ;
- S'il souhaite prendre en charge l'alimentation de la Base Adresse Nationale, le Conseil Départemental de l'Orne avec l'Agence départementale d'ingénierie du Conseil départemental devra privilégier l'API d'alimentation, et ce dès que possible après le porter à connaissance de la nouvelle version de la Base Adresse Locale d'une commune.